



planète humainité

SEPTEMBRE 2015

PCF/pôle Écologie

Hervé Bramy

Valérie Goncalves

contact :

jyoudom@pcf.fr

01 40 40 11 59

PARIS CLIMAT 2015-PÉTITION

<http://www.pcf.fr/71505>

ÉDITION SPÉCIALE

Au moment où le débat s'aiguise sur les alternatives à imaginer pour combattre le réchauffement climatique – et le système qui le provoque –, le PCF rassemble, ici, une première série de propositions dans plusieurs secteurs déterminants de la société.

**Des propositions
pour débattre
et surtout agir ensemble !**

FACE AU DÉFI CLIMATIQUE L'URGENCE D'AGIR

PROPOSITIONS POUR L'ACTION DU PCF

Agir, cela veut dire réduire drastiquement l'utilisation planétaire des énergies carbonées (gaz, charbon, pétrole) responsables des émissions de gaz à effet de serre (GES) pour maintenir sous la barre des 2°C le réchauffement de la planète. Tendre à une société bas carbone, cela appelle un changement profond qui touchera bien des aspects de la vie personnelle, industrielle, agricole, économique et politique.

C'est le sens des premières propositions contenues dans ce document. Elles sont à discuter pour avancer ensemble parce que nous avons le climat en commun. Nous avons la conviction qu'aujourd'hui de meilleures situations de vie sont possibles pour l'ensemble des habitants de la planète tout en étant durablement économes des ressources naturelles. Déjà en 2009, à Copenhague, avec la délégation du PCF conduite par Pierre Laurent, nous proclamions que c'était le système qu'il fallait changer, pas le climat ! Cela reste plus que jamais d'actualité.

Avec toutes les forces disponibles pour transformer le monde (société civile, syndicats, associations, partis progressistes...), avec toutes celles et tous ceux qui s'opposent à la mondialisation capitaliste et à la course au profit, nous voulons réfléchir à de nouveaux modes de vie, de développement, de production et de consommation qui favorisent l'émancipation humaine tout en respectant vraiment l'environnement.

Luttes et rassemblements sont à l'ordre du jour pour dire dans quelle société et sur quelle planète nous voulons vivre. Nous devons faire des choix de civilisation qui ouvrent la voie à une transformation sociale et écologique en combattant toutes les inégalités, ici, en Europe et dans le monde.



Pour les communistes, un accord global est encore possible, à Paris en décembre, à condition de dégager une vision solidaire du développement humain durable à l'échelle du monde sur la base de décisions qui doivent être contraignantes pour les États mais différenciées et fondées sur des principes de solidarité et d'équité.

Alors engageons le débat et agissons !

Hervé Bramy

membre du Conseil national du PCF
en charge du pôle Écologie



AGRICULTURE

pour une réforme agraire mondiale

Monde

Exiger une réforme agraire basée sur l'agriculture paysanne et la pêche artisanale, productrice de denrées alimentaires saines et diversifiées. Elle doit être au cœur des politiques publiques, garantir la souveraineté alimentaire, engager la transition écologique, favoriser l'accès au foncier, au crédit et aux semences.

Europe

Agir pour en finir avec la spéculation sur les matières premières agricoles et pour créer de nouveaux instruments de régulation des marchés internationaux, avec la création d'outils de stockage, la mise en place d'un système encadrant les marges des géants de la grande distribution et de l'agroalimentaire et un nouveau système coopératif, démocratique contre les risques climatiques.

France

Reconstruire une production nationale pour répondre au droit à une alimentation de qualité pour toutes et tous. Rémunérer au juste prix les producteurs et mieux répartir la valeur ajoutée dans les filières agricoles. Les filières alimentaires relocalisées doivent être soutenues et pouvoir se développer.

INDUSTRIE

un nouveau développement industriel pour la transformation écologique de notre société

- 1. Combattre la pratique de l'obsolescence programmée.** Cette dernière consiste à mettre sur le marché des produits à durée de vie volontairement courte et qu'il est impossible de réparer. Outre qu'elle pénalise les consommateurs, elle conduit à un gâchis de matière et d'énergie néfastes pour le climat. Elle doit être interdite et sanctionnée.
- 2. Élaborer une législation permettant de promouvoir « l'économie circulaire ».** La gestion des matières premières et de l'énergie doit être économe dans le système productif. Le recyclage doit progressivement devenir la règle. Ces impératifs doivent être intégrés dès la conception des produits.
- 3. Favoriser la relocalisation des productions.** Le libre-échange mondialisé promu par l'OMC est une catastrophe sociale mais aussi écologique. Les marchandises traversent la planète avant d'arriver à leurs destinataires. Le bilan CO2 est désastreux. Il faut remettre en cause ces règles et instaurer un système de taxation pénalisant ces pratiques
- 4. Création de fab-cité coopérative et participative** afin de produire localement, de réparer, de recycler, de mettre toutes les ressources numériques disponibles des objets connectés, du big-data et de l'open data à disposition pour optimiser la consommation d'énergie.

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

l'ESS, actrice de la lutte pour le climat

L'économie sociale et solidaire s'est largement et diversement engagée pour préparer la COP21, en lien avec des ONG engagées pour changer le système pas le climat.

Nous proposons :

- de soutenir les initiatives de circuits courts alimentaires
- de veiller à ce que les produits recyclables aillent aux entreprises d'insertion spécialisées
- d'encourager l'économie sociale dédiée aux transports, à l'énergie et ses économies
- de soutenir la création de monnaies citoyennes pour développement de l'économie locale



FINANCES/ECONOMIE

plutôt que le « capitalisme vert », la décroissance ou le partage de la misère

1. **Responsabilisons socialement et écologiquement les entreprises**, changeons les critères de gestion des entreprises afin de privilégier une croissance économe en capital et en ressources naturelles. Pour cela renforçons les pouvoirs d'intervention des travailleurs.
2. **Développons massivement les services publics aux niveaux national, européen et mondial**. La reconversion industrielle bas carbone nécessite de fortes dépenses de recherche, de formation et d'infrastructures publiques. Le développement des biens communs appelle le développement de services et d'entreprises publics et socialisés de l'environnement et de l'écologie, coopérant au plan international.
3. **Mobilisons la création monétaire pour des dépenses environnementales et sociales** par la mise en œuvre d'un crédit bancaire à taux sélectif en fonction de la nature sociale et écologique des investissements des entreprises.

RECHERCHE

la recherche pour la coopération climatique

La lutte contre le réchauffement climatique exige une **recherche scientifique de très haut niveau** et suppose :

- de renforcer l'**indépendance** de la recherche, notamment grâce à la maîtrise publique de l'activité de recherche et de surveillance. Pour cela il faut prémunir la recherche scientifique publique contre toute pression économique et politique et donc rétablir les pouvoirs des instances représentatives de la communauté scientifique
- des **financements** publics à la hauteur des besoins ; aujourd'hui, à l'heure de la COP 21, des laboratoires de climatologie sont contraints de fermer des antennes !
- une recherche fondée sur la **coopération** des équipes et des pays ; le transfert des connaissances et des technologies vers les pays en développement est indispensable.

TRANSPORTS

favoriser tous les déplacements vers les transports les moins polluants

- Élaborons un vrai schéma national de transport et de mobilité du TGV au TER. Pour le fret de marchandises, le wagon isolé doit devenir un service d'intérêt général, le fluvial doit être développé. Les emprises ferroviaires doivent être mises sous protection.
- Sortons d'une concurrence déloyale de la route renforcée par la loi Macron. Instaurons une tarification sociale et écologique contraignante. Conditionnons les aides publiques que reçoit le transport routier.
- Désendettions le système ferroviaire. Mobilisons des moyens pour les infrastructures avec un livret A « spécial rail », la nationalisation des sociétés d'autoroutes et l'extension du versement transport
- L'Aérien doit réduire son impact carbone de 50% en 2020 et de 75% en 2050. Cela implique,

quelques chiffres

Avec 26% des émissions de gaz à effet de serre, les transports constituent la principale activité émettrice. La route en génère 93%. En France, les émissions de CO2 par trajet sont de 66,7 g/km par voyageur qui utilise le bus, de 2 g/km par voyageur qui utilise le train!

que des moteurs plus sobres, des avions plus électriques, l'éco-roulage au sol, des biocarburants durables, des avions électriques bi-place « E-Fan » en écoles de pilote



CLIMAT/ENERGIE

pour le droit à l'énergie pour toutes et tous sur la planète

- Plusieurs milliards d'êtres humains n'ont toujours pas accès à l'énergie. Cette inégalité est insupportable. Agissons pour que ce besoin vital devienne enfin une réalité, avec des énergies peu productrices de GES. Ceci oblige à construire un chemin viable pour réduire la part des hydrocarbures et du charbon dans les 10 années qui viennent et les coopérations nécessaires afin que les pays en développement puissent accéder aux techniques les plus récentes permettant un usage raisonné des énergies fossiles.
- Nous devons veiller à ce que l'électricité ne devienne pas une denrée rare, donc chère. En cela, le mix énergétique que nous visons s'attache à exploiter le mieux possible chaque énergie (Enr, nucléaire, hydraulique, géothermique...) sans les opposer les unes aux autres, en privilégiant celles émettant le moins de CO2 et le niveau de maturité des différentes technologies avec le triple critère : social, environnemental et économique.
- Le secteur du bâtiment est celui qui consomme le plus d'énergie (44%). Il constitue un gisement d'économie d'énergie et de réduction des émissions de CO2 en remplaçant les énergies fossiles par la production de chaleur renouvelable. Un grand plan de rénovation des logements s'impose et pour cela il faut dégager les financements nécessaires. S'attaquer à l'efficacité énergétique, c'est combattre la précarité.

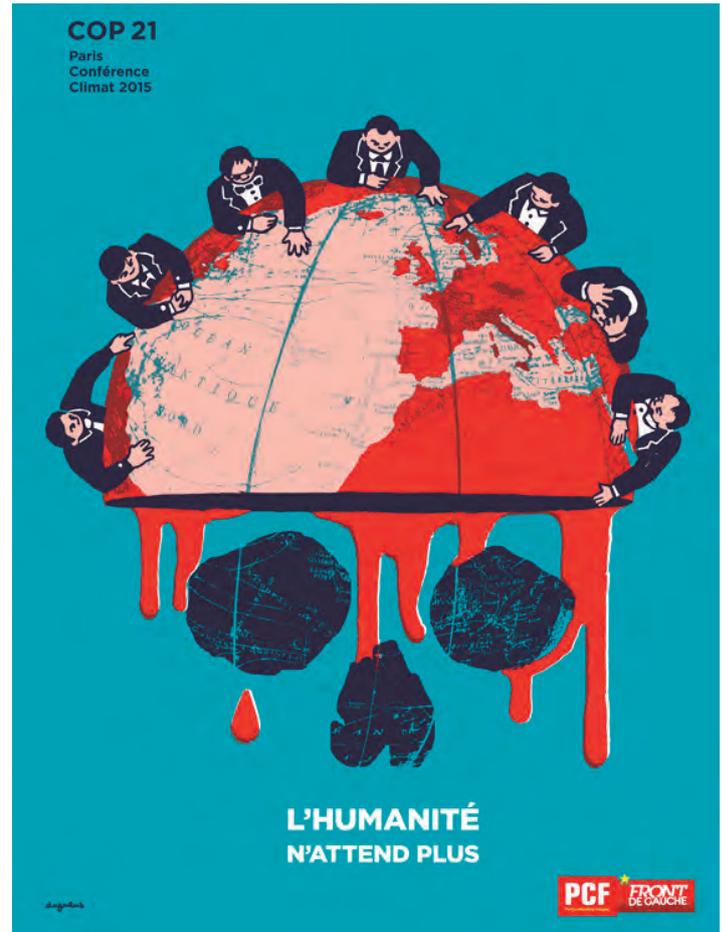


Pierre Laurent
sénateur
secrétaire national
du PCF

« Il est grand temps de penser autrement le développement humain et la protection de la nature. Je crois que c'est possible. Des forces immenses en ont conscience et y travaillent, chacune avec ses mots. C'est ce que nous nommons pour notre part le communisme de nouvelle génération et que nous déclinons dans le projet d'une France et d'un monde en commun. »

Cette édition spéciale a bénéficié du concours actif des commissions nationales du PCF : *Agriculture, Énergie, Recherche, Économie sociale et solidaire, Transports, Industrie, Économie, Révolution numérique et International.*

Merci à chaque rédactrice et à chaque rédacteur.
La rédaction de *Planète humanité*



RECHERCHE

faire entendre la voix des peuples

Paris climat 2015 : nous voulons faire entendre la voix des peuples du monde afin d'exiger, sous l'égide de l'ONU, un accord international entre les États fondé sur les principes de solidarité et d'équité comportant :

- des objectifs chiffrés transparents de réduction des GES pour limiter le réchauffement de la planète à 2°C dans les plus brefs délais,
- des engagements financiers précis, à la hauteur des moyens des pays riches, pour la mise en route effective du Fonds Vert à hauteur de 100 milliards de dollars par an d'ici 2020, pour la mise en place concrète d'aides à l'atténuation et à l'adaptation,
- le développement de la Recherche et de la coopération par le transfert de technologies avec les brevets associés vers les pays en voie de développement et les pays les moins avancés,
- la mise en place du mécanisme de « pertes et dommages » au profit des pays les plus vulnérables aux catastrophes naturelles.